

Justice pour Théo L !

Le jeudi 2 février, à 16 h 53, quatre policiers contrôlent un groupe de jeunes d'Aulnay-sous-Bois. Théo L., éducateur de quartier, s'approche. Les quatre policiers l'arrêtent, lui tiennent des propos racistes (il est noir) et le violent avec une arme de service. Cela vient après des décennies de contrôles au faciès dans le métro et les quartiers populaires, l'assassinat d'un militant écologiste, la répression violente des piquets de grève et des jeunes manifestant contre la loi travail. Les policiers agresseurs sont laissés en liberté ; par contre, des jeunes accusés d'avoir jeté des pierres sont condamnés à des peines de prison ferme.

Le candidat présenté par LR et l'UDI, Fillon, prend prétexte des explosions de colère pour réclamer les peines plancher, la majorité pénale à 16 ans et des milliers de places de prison supplémentaires. Il faut dire que Fillon s'y connaît en délinquance en col blanc.

La candidate présentée par le FN, Le Pen, se précipite immédiatement dans un commissariat pour assurer les policiers de sa complicité. Il faut dire que le fondateur du parti dont elle a hérité était un tortionnaire d'Arabes durant la guerre d'Algérie.

Les deux demandent l'interdiction des manifestations de protestation populaire, alors qu'ils avaient approuvé les manifestations illégales de policiers en tenue et avec les véhicules de service.

Le candidat Macron se rend dix jours après le crime dans un commissariat, promet d'augmenter les pouvoirs de la police et de créer 10 000 postes supplémentaires de policiers et gendarmes ainsi que 15 000 places en prison. Il faut dire que Macron s'y connaît en banditisme puisqu'il a travaillé pour une banque d'affaires.

Le gouvernement PS-PRG-PE, en réalisant après les attentats l'unité nationale (du FN au PCF ; du Medef à la CGT, FO et Solidaires), a restreint les libertés et renforcé la police, l'armée et les services secrets. Il a augmenté leurs effectifs : 2 300 militaires supplémentaires en 2016 ; 15 300 postes de plus dans la police et la justice durant le quinquennat. Le gouvernement, en cédant aux manifestations de policiers encadrés par le parti fascisant FN et les groupes fascistes, en leur donnant le droit d'utiliser les armes à feu, en les envoyant contre les travailleurs en manifestation et en grève, les encourage, leur donne la certitude de l'impunité.

Les dirigeants syndicaux Mailly et Martinez, en plaignant les policiers qui matraquaient et ga-

zaient les manifestants et en soutenant ensuite les manifestations factieuses de policiers, ont encouragé les forces de répression au lieu de les intimider et de les tenir en respect par la grève générale, la défense des manifestations et des blocages.

Les partis d'origine ouvrière qui ont montré la plus grande compréhension pour les manifestations de policiers (PS, PdG, PCF, LO...) ont aussi leur responsabilité. Les candidats des partis « réformistes » veulent d'ailleurs renforcer l'armée et la police : Hamon, soutenu par le PS, promet 5 000 policiers de plus ; Mélenchon, soutenu par le PdG et le PCF, le double sur sa droite avec 10 000.

L'urgence est le front unique des organisations nées de la classe ouvrière en défense de Théo L et des autres victimes des exactions policières.

La présence répétée du PCF et du PS aux gouvernements n'a jamais changé le rôle de la police et de l'armée. L'État est l'instrument de la classe dominante et son noyau est l'appareil de répression (police, justice, armée, services secrets). L'armée française mène des guerres au Mali, en Syrie et en Irak pendant que la police patrouille dans les quartiers populaires comme une armée d'occupation. Les plus grands pollueurs sont les managers des firmes multinationales, les plus

grands terroristes sont les armées impérialistes qui détruisent des pays entiers (Irak...). Mais les victimes des violences policières sont avant tout les pauvres, pas les patrons qui causent les suicides de salariés ou les accidents du travail (150 morts chaque année dans le BTP contre une poignée dans la police), qui utilisent les paradis fiscaux ou qui licencient (comme PSA à Aulnay), ni les politiciens à leur service comme Le Pen père, Sarkozy, Fillon ou Strauss-Kahn.

Les demandes des policiers conduisent à moins de libertés démocratiques, à plus de répression des exploités et des opprimés. Les « syndicats » de policiers n'ont donc rien à faire dans les confédérations ouvrières (FO, CGT, Solidaires...).

La Commune de Paris a dissous la police bourgeoise en 1871. L'armement de la population a permis les conquêtes sociales et démocratiques de 1945. Le mouvement ouvrier doit renouer avec son programme, celui du Parti ouvrier de 1880 et du Parti communiste de 1918 : défense des luttes et des organisations contre la police et les hommes de main du capital, désarmement des corps de répression, armement du peuple, gouvernement des travailleurs.

